



# MEDEF, Gouvernement la grande offensive !

Les jours précédant la rentrée des classes ont été l'occasion pour plusieurs responsables politiques ou d'organisations de faire des déclarations qui une fois de plus confirment nos craintes.

MEDEF et membres du gouvernement ont tour à tour annoncé les attaques qu'ils entendaient porter contre le système social français.

**L'assurance chômage :** Geoffroy Roux de Bézieux nouveau « patron » du MEDEF relance l'idée de *l'allocation chômage forfaitaire financée par l'Etat*, éventuellement complétée par une assurance complémentaire gérée par les partenaires sociaux. Cette fois l'argument n'est plus simplement idéologique mais s'appuie sur le transfert des cotisations salariales vers la CSG. Autrement dit, si l'Etat collecte l'argent qu'il paye les allocations ! Quant au système complémentaire rien ne dit si Pôle emploi serait chargé de sa gestion.

**Effectifs de Pôle emploi :** Muriel Pénicaud : « *le nombre d'agents Pôle emploi va diminuer !* », pour ceux qui en doutaient encore l'annonce est claire. Le nombre n'est pas dévoilé ce qui nous laisse craindre qu'il soit élevé. La ministre justifie ce choix par « une augmentation de la productivité liée à l'informatique ». Qu'elle nous démontre que parcours compétence, NPDE, MAP et pôle emploi.fr ont réduit la charge de travail. Celle-ci déclare de plus que « *de nouvelles missions seront confiées aux agents (de pôle emploi)* ».

**Politique générale du gouvernement :** Edouard Philippe a confirmé la suppression de 50 000 postes dans les services de l'Etat d'ici 2020. Il ne s'est pas arrêté là confirmant une nouvelle baisse du nombre de contrats aidés et en annonçant que la revalorisation de plusieurs allocations sociales, dont les retraites, ne serait pas indexée sur la hausse de l'inflation (estimée entre 1,6 et 2,3%) mais plafonnée à 0,3%. De plus, l'annonce d'une nouvelle « réforme » des retraites nous fait craindre le pire. Le passage du système actuel à un système de retraite par points induirait une baisse des pensions sans précédent.

Au passage, le premier ministre avoue ne pas être opposé à un retour de la dégressivité des allocations de chômage.

**Ce ne sont pas des réformes c'est de la casse !**

**Toutes et tous en grève le 9 octobre 2018.**

Paris, le 04/09/2018